

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n° 110 juin 83 4ff. /30fb. /2fs. /0.70 cts. Can.

AU POUVOIR OU DANS L'OPPOSITION

la gauche reste l'ennemie de la classe ouvrière

Le prolétariat, à travers ses luttes, doit la dénoncer et la combattre.

Toute l'Europe est maintenant enserrée dans le corset de fer de l'austérité.

- les licenciements se multiplient alors que déjà la plupart des pays européens connaissent, par rapport à leur population active un pourcentage de chômeurs à deux chiffres (au sein de l'OCDE, ils sont déjà plus de trente millions);

- la réduction massive des budgets sociaux. C'en est bien fini du mythe de l'Etat protecteur !

- l'abaissement brutal du niveau de vie qui touche des secteurs, des catégories de plus en plus larges de population.

Ce sont là les résultats tangibles de l'austérité pour la classe ouvrière. Mais plus la bourgeoisie se débat, plus la crise s'aggrave, plus les mesures féroces s'amplifient. Comme nous titrions dans notre numéro précédent : "Le pire est à venir".

Avec de telles mesures, la bourgeoisie sait bien à quoi elle est inévitablement exposée : la riposte de la classe ouvrière s'est déjà clairement affirmée en Europe. Ce sont les grèves de février-mars 82 en Belgique, canalisées et sabotées par les syndicats à travers la marche sur Bruxelles comme l'avaient été les luttes des sidérurgistes du Nord et de Lorraine en mars 79 lors de la marche sur Paris; ce sont les grèves qui se sont développées en Italie en janvier 83 ou en Grande-Bretagne en avril dernier que la bourgeoisie a pu contenir grâce à l'appui d'un syndicalisme de base structuré et efficace (voir RI n°106 et 109).

La bourgeoisie occidentale commence à frissonner. Elle vit dans la hantise désormais d'une grève de masse qu'avait annoncée "Août 80" en Pologne, surgissant cette fois au coeur de l'Europe industrielle. Et plus que tout autre, la France est au centre de son inquiétude générale.

Mais face à cette situation, la bourgeoisie ne reste pas passive.

suite p.2

pour les syndicats, un seul but : défendre le capital national

les syndicats et la défense de l'économie nationale

● Il est clair que l'Etat français doit, pour défendre l'économie nationale, imposer une austérité de plus en plus forte à la classe ouvrière. L'OCDE prévoit, d'ici à la fin 83, une chute de 6% du pouvoir d'achat et 250 000 chômeurs de plus. Cette nécessaire défense par la bourgeoisie de l'économie nationale veut dire en clair : fermeture d'usines, augmentation de la productivité, baisse des salaires.

Le rôle des syndicats est de faire croire aux ouvriers que tout ceci est fait dans leur intérêt.

Et pour cela, les syndicats utilisent

sur le terrain une solution déjà éprouvée maintes et maintes fois : la division de la classe ouvrière. Telle qu'ils ont pu le faire par exemple, avec les luttes dans la sidérurgie : divisant les ouvriers de Lorraine, du Nord et du Bassin parisien. Ceci n'a qu'un but, les empêcher de voir lucidement la situation. C'est essayer une fois de plus de détourner la classe ouvrière d'une de ses nécessités vitales : réaliser pratiquement par l'extension et la généralisation de sa lutte son unité la plus large possible.

les syndicats à l'oeuvre

C'est dans une situation de perte d'influence des syndicats au sein de la classe, accentuée par la désillusion des ouvriers sur la gauche et la montée du mécontentement social que les syndicats "passent à l'action".

C'est ainsi que la CGT a appelé les

mineurs en Lorraine à une grève le 15 avril; le 21 avril dans la métallurgie; le 5 et 6 mai dans les services communaux, etc... A ce niveau, la liste pourrait être longue. Chez Isover où la direction prévoit 1635 suppressions d'emploi, correspondant à 50% des postes de travail, la CGT est

à l'oeuvre. Le responsable cégétiste "maison" annonce : "la politique menée depuis quelques années a laissé la concurrence étrangère prendre de plus en plus de marchés" et encore "nous sommes unis pour refuser le plan de liquidation".

Rappelons-nous les luttes de Longwy. Les syndicats y ont mené le même travail : "défendons la sidérurgie en Lorraine", "vivre et travailler à Longwy", "sauvons notre outil de travail". Cela n'a en rien empêché les licenciements prévus. Au contraire, les ouvriers se sont retrouvés toujours plus isolés, démoralisés et enfin battus.

La CFDT enfourche le même cheval chez PCUK, par exemple, lorsqu'elle propose une journée d'action pour le 5 mai. Pour lutter contre le chômage et le licenciement, elle propose... la lutte pour les 35 h. En clair, la CFDT nous demande de nous partager le travail et d'accepter donc la réduction de nos salaires et le partage du chômage. En un mot, faire en sorte que nous nous serrions toujours plus la ceinture en attendant... les prochains licenciements. Cette campagne des 35 h est une

façon déguisée pour la CFDT de préserver au maximum la compétitivité de l'entreprise sur le dos des ouvriers. Mais cela, à terme, est un leurre. Ainsi, on peut citer l'exemple de l'entreprise Fabelta Zwijnaarde en Belgique où les syndicats mènent le même travail : les ouvriers ont accepté une diminution de 5% de leur salaire pour sauver l'entreprise et garantir l'emploi : résultat, l'entreprise a été déclarée en faillite, et 650 ouvriers licenciés.

Aux USA ou en Allemagne, c'est au niveau national que les syndicats (qui s'opposent à la "droite" au gouvernement) ont conclu des réductions de salaires : on peut constater que cela n'a en rien enrayeré la crise, ni la progression du chômage.

La politique syndicale de défense de l'entreprise, de l'outil de travail et de l'économie nationale, que ce soit à la façon CGT ou CFDT, ne peut que nous conduire à accepter toujours plus de licenciements, d'austérité et de misère.

suite p.3

LA REVOLUTION TECHNOLOGIQUE :

UN MYTHE

LA REVOLUTION PROLETARIENNE :

UNE REALITE EN MARCHÉ

voir p.4 et 5

Sommaire :

LA GAUCHE ET LA GUERRE.....	p.2
"DANGER DE DROITE" : un rideau de fumée.....	p.3
LES FAUSSES EXPLICATIONS DE LA CRISE.....	p.5
"La Banquise" : UN TERRAIN STERILE POUR LA REVOLUTION....	p.6
LES LEÇONS DE 68.....	p.7
Moyen-Orient : LE CAPITALISME VIT DE GUERRES.....	p.8

(suite de la p. 1)

la gauche ennemie de la classe ouvrière

langage de pouvoir ...

Ces "petites" phrases qui ont émaillé le voyage de Mitterrand dans le département du Nord, fin avril, s'adressaient-elles aux paysans, aux médecins, aux étudiants, aux petits commerçants dont les accès de colère font aujourd'hui la "une" de tous les journaux ? Nullement.

"Aucune revendication catégorielle ne peut être acceptée dès lors qu'elle nuit aux intérêts du pays... La solidarité nationale ne peut se concevoir et se perpétuer sans le respect de l'autorité de l'Etat... Cette autorité doit être maintenue quoi qu'il arrive... Si l'on songeait à atteindre l'Etat, l'Etat, je le ferai respecter."

Ce n'est pas par hasard que Mitterrand a ponctué ces mises en garde dans une région qui réunit de très larges concentrations ouvrières et qui se trouve être une des zones les plus massivement touchées par le chômage.

Pas de doute, la cible de ces discours, c'est bien celle qui est au cœur des préoccupations de toute la bourgeoisie - à plus forte raison pour un chef d'Etat affublé d'une étiquette "socialiste", c'est la classe ouvrière.

Voilà donc le faux apôtre de la consommation populaire devenu le chantre de la rigueur que son gouvernement fait appliquer.

Alors voilà le champion des "grandes causes sociales", le faux prophète de l'harmonie des classes qui se dresse à l'unisson des Reagan, des Thatcher et autres Kohl pour menacer la classe ouvrière.

S'agit-il maintenant du "parler vrai" qu'exige Delors ? Certainement. La gauche montre clairement là quel est son camp. Mais cela révèle avec d'autant plus d'acuité aujourd'hui sa spécificité en tant que fraction au sein de la bourgeoisie : la plus formidable entreprise de mystification secrétée dans l'histoire, le plus énorme mensonge produit par la bourgeoisie pour encadrer la classe ouvrière,

...pour frapper plus dur...

Par contre, l'objectif de redressement national qu'elle invoque sans discontinuer pour justifier les mesures qui viennent frapper les ouvriers depuis un an est un pur leurre. Les "sacrifices" demandés au nom de "la défense de l'économie nationale" et "l'élan de solidarité nationale" à laquelle ils conviennent, ne sont rien d'autre qu'une impasse pour les prolétaires et un écran de fumée à la vision de leurs propres intérêts qui sont à l'opposé de ceux-là. Le capitalisme lui-même est dans l'impossibilité manifeste de résoudre sa crise.

Si la France a entrepris de combler son retard sur ses autres concurrents européens dans la mise en place des mesures d'austérité, elle n'a pas réussi à redresser la situation. L'euphorie affichée par le gouvernement sur la stabilisation du chômage aura été on ne peut plus éphémère. C'est au début d'un vertigineux dérapage qu'on assiste alors qu'actuellement déjà, plusieurs milliers de licenciements supplémentaires viennent gonfler la masse des chômeurs. Mais la perspective est encore bien plus sombre : il ne s'agit plus seulement de se contenter de la faillite de petites entreprises incapables de faire face à la récession. Il s'agit aujourd'hui de faire appliquer à l'échelle de l'Europe les impératifs de compression d'effectifs concernant aussi bien des secteurs industriels importants et à forte concentration ouvrière comme l'acier (suppression de 24 000 emplois d'ici 86 dans le cadre des décisions de la Commission de Bruxelles qui en prévoit 150 000 pour la même période dans l'ensemble de la CEE), la chimie (2 000 licenciements sont d'ores et déjà prévus à PCUK) et à moyen terme dans l'automobile. En même temps on prépare la quasi liquidation des secteurs traditionnels qui périclitent (charbonnage, textile). De ce fait, toutes les prévisions tablent au bas mot sur

250 000 chômeurs supplémentaires en France dès l'automne prochain. Les échéances vraiment sérieuses arrivent alors que les autres indicateurs économiques sont aussi à la côte d'alerte : taux d'inflation (1,4% pour le seul mois d'avril) qui se maintient à un rythme bien supérieur à celui des autres Etats européens. Ce qui montre que l'objectif de 8% seulement fixé par le gouvernement ne sera pas atteint malgré le bluff rassurant.

La dévaluation du mark n'a pas empêché une érosion de plus en plus forte du franc par rapport au dollar si bien que Delors aurait avoué lui-même qu'une nouvelle dévaluation est inévitable, au plus tard pour l'automne prochain. Après avoir battu les records de taux d'endettement mondial pour 1982, la France a dû de nouveau négocier péniblement un prêt de 27 milliards auprès de la CEE. L'effort pour diminuer de moitié le déficit du commerce extérieur est bien mal engagé : en 3 mois (janvier à mars) il s'est déjà alourdi de quelques vingt milliards de francs supplémentaires.

L'Etat est contraint de rogner partout : après l'aggravation de la pression fiscale directe comme indirecte, les rumeurs sur l'abandon du remboursement intégral par la Sécurité Sociale des opérations chirurgicales courantes ne sont qu'un avant-goût des saignées qui seront pratiquées à brève échéance. Le gouvernement est pleinement conscient qu'il va devoir frapper encore beaucoup plus fort que jusqu'ici et très vite. Et il s'y prépare en fonction de son seul adversaire véritable le prolétariat.

Ainsi, d'un côté, il y a le langage de l'autorité de l'Etat, les menaces non voilées contre "les troubles éventuels de l'ordre public", mais il y a l'avers du même médailleur : tous les efforts de la gauche pour occuper crédiblement le terrain social qui exigent le développement d'un langage d'opposition au gouvernement et la préparation du retour dans l'opposition d'une large partie de ses composantes.

...ou langage d'opposition...

Et alors place pour le tripatouillage et le manoeuvrisme tous azimuts!

Quand Chevènement lui aussi se met à dire : "On ne peut s'appuyer sur le peuple qu'en lui disant la vérité" ("Le Monde" du 10 et 11 mai) et "se met à sonner le tocsin" en cette date anniversaire de la venue de la gauche au pouvoir, il doit être clair que cette crapule ne s'est démis de ses charges gouvernementales que pour être investi d'une mission sacrée : organiser l'opposition.

Que recouvre le verbe haut de sa critique : "La gauche n'a pas su créer le rapport de conviction qui aurait mobilisé les énergies... Il faut maintenant se ressaisir avant qu'il ne soit trop tard". Sur le plan de la critique de la gestion gouvernementale, n'importe quoi : l'indépendance nationale au lieu de l'alignement dans la politique générale du bloc, la re-

Lisez notre brochure :

Contribution à une histoire du mouvement révolutionnaire

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE



Courant Communiste International

lance de l'activité économique au lieu de la récession, des mesures protectionnistes plus importantes et le flottement du franc au lieu de l'alignement sur le serpent monétaire européen. Autant de phrases creuses et ronflantes, incompatibles, comme à "la belle époque" de la gauche dans l'opposition, avec une gestion rationnelle et sérieuse de tout Etat capitaliste aujourd'hui. Mais la question n'est pas du tout le réalisme des "solutions avancées"; sa démarche est purement politique. Ce qu'il y a derrière, c'est la stratégie cyniquement évoquée par un professionnel de la prostitution journalistique de la pire espèce, celle des conseillers de la bourgeoisie à l'usage des dirigeants éclairés, Boissonnat, qui, dans ses "Blocs notes" de "L'expansion" du 25 avril au 5 mai écrivait sous le titre "La gauche se cherche une opposition" :

"La droite d'opposition n'est plus une cible suffisante car elle n'affiche pas d'idéologie... Les leaders du PS offrent donc à qui en voudra le rôle d'opposition à Sa Majesté. Rocard ou Chevènement? Rocard est trop heureux d'avoir été sorti du placard... Voilà donc Chevènement préposé d'office à la tâche d'opposition".

Chevènement assume donc son rôle. Mais on voit aussi Poperen, poisson-pilote du courant majoritaire du PS et n°2 du parti s'offrir des incartades significatives quand, dans un document préparatoire au congrès du PS en octobre -qui devrait opportunément ranimer plusieurs courants critiques au sein du PS- il prévient clairement de l'enjeu : "notre soutien populaire s'affaiblit... Le sursis des municipales sera vite épuisé, et, au delà, la chute risquerait d'être irréversible". (la presse du 18 avril).

Quant au PCF, autre signe évocateur des temps qui viennent, on le voit de plus en plus distinctement ruer dans les brancards. Après les grognements exprimés au parlement sur la procédure des Ordonnances et les critiques de "l'économiste" Herzog au plan De-

lors, il hausse de plusieurs degrés le ton par la voix de G. Marchais : "Le fait est là, ce sont d'autres propositions que celles que nous avons formulées en faveur de la relance économique, de l'emploi et de la justice sociale qui prévaut actuellement". (15 mai)

Peu importe le battage sur le "danger fasciste". Peu importent les critiques des "concessions gouvernementales" faites au patronat. Peu importent les slogans nationalistes du type "fabriquer et consommer français". Balivernes! La seule chose qui les préoccupe, c'est comment mieux tenter de déboussoler, de paralyser la classe ouvrière pour mieux l'attaquer.

...le meme adversaire

Au sein de la bourgeoisie, la gauche sait mieux que quiconque ce qu'elle fait aujourd'hui et ce qu'elle prépare pour demain.

Il s'agit de ne pas se laisser piéger par ses écrans de fumée, ses manoeuvres et ses mensonges. Alors que la gauche concentre tous ses efforts vers son seul adversaire véritable, la classe ouvrière, qu'elle se prépare à réinvestir le terrain social en jetant dans les jambes des prolétaires des fractions qui, d'une partie du PS au PC, des syndicats aux gauchistes, pourront agiter au sein des luttes pour les saboter les vieux thèmes de défense de l'économie nationale "dans l'intérêt de la classe ouvrière", il ne faut pas que se perdent les leçons accumulées par le prolétariat.

Tous ces infâmes courtisans, trempés depuis deux ans jusqu'à la racine des cheveux dans les eaux du pouvoir capitaliste, qui demain, prétendront "avoir fait fausse route" et "être enfin revenus dans le camp de la classe ouvrière", il faudra les dénoncer sans ménagement comme des ennemis et les combattre avec la dernière énergie. Il faudra savoir que la seule chose qu'ils peuvent défendre lors des luttes ouvrières, c'est l'ordre social capitaliste menacé.

Y.D.

LA GAUCHE RENFORCE LA MACHINE DE GUERRE IMPERIALISTE

"Bien entendu, c'est en période de crise économique que l'effort doit être maintenu."

C'est le socialiste Hernu qui justifie ainsi la facture militaire qu'il s'est engagé à faire payer à la classe ouvrière (830 milliards de francs).

C'est clair : si on renforce l'inhumanité des conditions de vie et de travail de l'immense majorité, ce n'est pas tant, comme ils veulent souvent faire croire, pour "relancer la machine de la production", qui continue à s'enrayer, que pour financer des dépenses pour "l'armement et la défense". La politique de la gauche s'inscrit directement dans les préparatifs des deux blocs vers la guerre impérialiste. La loi de programmation militaire 1984-88 marque un pas de plus :

-modernisation des armes conventionnelles qui doivent être capables de défendre en Europe les intérêts du bloc occidental.

-renouvellement de la flotte française attestant que l'Etat français, à l'unisson de l'OTAN, a su tirer les leçons de la guerre des Malouines.

-création d'une "force d'action et d'assistance rapide" destinée à assurer la domination du bloc occidental face au bloc russe en particulier au Moyen-Orient.

-à cela, il faut ajouter l'augmentation des effectifs de la gendarmerie chargés d'assurer la "défense intérieure", c'est à dire de réprimer toute réaction à la "rigueur" : quand on ne peut plus donner de miettes, il ne reste plus que la matraque.

Enfin, le gouvernement socialiste propose une réforme du service militaire pour une armée mieux formée, plus sûre (avec priorité au volontariat, sous prétexte qu'il résoudrait le chô-

mage).

Au Parlement, c'est à l'unisson que les voix de toutes les fractions de la bourgeoisie françaises ont élevé leur hymne guerrier, comme un seul homme : "Les engagements de la loi de programmation militaire sont impératifs et c'est une nécessité intangible de les respecter." (Hernu), et la droite de faire écho : "A la première lecture, le projet va dans le bon sens." (Lorrain, député UDF). A la seconde lecture, la droite en demande plus, mais, qu'elle se rassure, le budget sera révisé en hausse et l'augmentation la plus forte est déjà prévue pour 86!

Pendant que d'autres partis "de gauche" en Europe, soigneusement mis à l'écart des responsabilités gouvernementales, s'époumonent dans la dénonciation hypocrite des "euro-missiles", la gauche en France, elle, montre clairement ce que défendent tous les partis de la bourgeoisie : la nécessité pour chaque nation de se défendre dans le borbier impérialiste. Elle rappelle ce que l'expérience a déjà marqué au fer rouge dans la mémoire des prolétaires : la social-démocratie votant les crédits de guerre en Allemagne pour la guerre de 14, permettant ainsi l'ouverture de la première guerre mondiale. La frénésie anti-fasciste de la gauche dans la seconde guerre mondiale, poussant les prolétaires à s'entretenir pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs. La gauche "pacifiste" veut nous faire croire que le capitalisme peut se maintenir sans guerre. La gauche au pouvoir, elle, nous rappelle que la logique de la crise capitaliste ne peut mener qu'à la catastrophe. Tel est l'avenir qu'ils nous promettent tous, en nous demandant en plus de "faire des efforts".

Avril.

Mouvements d'étudiants, de paysans, de petits commerçants

le "danger de droite" : un cache-sexe pour la gauche

Ce n'est pas des couches moyennes dont l'Etat a peur, mais des ouvriers

● Reprenons quelques articles de la presse bourgeoise de gauche du mois de mai à propos des luttes et manifestations des couches sociales moyennes (Citations extraites de "Libération", "Le matin" et l'Humanité) :

"Les stations de métro crachent des jets de commerçants petits et gras"... "Le revenu agricole a progressé de 9,8% en 82..." Voyons à présent les mots d'ordre les plus cités par la presse que criaient les manifestants : "CRS, chez Renault!"... "On a de la chance, on n'est pas encore envahi par les bougnoules"... "Les CRS sont trop payés! Ce sont de mauvais français..."

Et de chanter la Marseillaise... Quant aux étudiants, ce sont "des fils et filles à papa" : "Que veulent ces jeunes gens bien mis et un rien vieille France qui défilent sur les boulevards avant de se faire doubler sur des barricades de pacotille par des cascadeurs casqués, recrutés chez Le Pen et Cie?"... "Ces chouans du 16ème (arrondissement)"... "impermeables crèmes, pantalons de golf et crâne rasé"... "une révolte aux armoiries de bon goût"... "Les casseurs appartiennent en quasi totalité aux mouvements de droite et d'extrême droite"... "Ils crient comme leurs aïeux à la Concorde : vive Chiappe! en ajoutant au passage : la France aux français, Monsieur!"

Et des étudiants aux paysans en passant par les petits commerçants de reprendre en chœur : "Mitterrand fous-le camp! Delors dehors!"

Pour ceux qui n'auraient pas compris, la presse crie au loup, au loup de droite bien nourri et toujours affamé, le loup qui sort les dents, veut nous faire "un mai 68 à l'envers" ou un coup à la Pinochet au Chili. Les grands acquis socialo-communistes sont en danger, le spectre du fascisme est réapparé.

un brouillard entretenu

Donc, en relisant cette presse bourgeoise, on voit réapparaître non seulement la droite, mais les survivants d'une époque révolue, les "fachos", les crânes rasés. On nous présente les étudiants comme des réactionnaires. La presse parle de provocations, de casseurs, ils deviennent "selon une tradition de droite"... "quelques candidats impatients au titre de sauveur suprême" une pure émanation politique de la droite ardente de retrouver sa place au pouvoir. De même, on met surtout en évidence le côté "bien nourri" des pay-

sans et commerçants, les biens nantis en colère contre la gauche, sans doute "parce qu'elle n'est pas assez raciste" et qu'elle ne défendrait que les ouvriers"...

A qui veut-on faire croire aujourd'hui qu'il y a une différence de politique entre droite et gauche? A qui veut-on faire croire que la gauche n'est pas raciste et nationaliste? Qui parle sans cesse de "produisons et achetons français?" Qui a envoyé les bulldozers contre un foyer d'immigrés à Vitry? Qui décide des licenciements et des baisses de salaires des ouvriers?

En tout cas, gauche et gauchistes s'emploient à vouloir nous faire avaler leurs couleuvres, et la LCR, par exemple n'a pas manqué d'organiser des manifestations contre "le racisme et le fascisme" : eux non plus ne parlent pas beaucoup des conditions de vie imposées à la classe ouvrière...

Tout cela n'est qu'utilisation de la montée du mécontentement des couches moyennes, de plus en plus paupérisées et pour lesquelles l'avenir est aussi noir.

Mais l'Etat n'a pas peur de ces couches : l'histoire a montré que si elles pouvaient parfois renaceler à la paupérisation, elles n'avaient aucun poids, et suivaient toujours le côté le plus fort.

c'est l'état bourgeois qui est en danger

Cette résurgence droitiste tombe à point nommé pour la gauche. Cette dernière s'en est déjà servi lors des Municipales et... la gauche en avait même remercié son partenaire de droite : "(Barre) devrait continuer et la mobilisation de ceux qui pourraient avoir tendance à confondre droite et gauche dans cette période serait facilitée" (Paul Laurent).

Nous y voilà. On crie au loup, mais c'est pour mieux masquer qu'on fait partie de la meute. Ce partage des tâches au sein de la bourgeoisie sert, de fait, à faire oublier que la gauche au pouvoir a fait le même travail que la droite, que les mesures que l'Etat a imposées sont les plus sévères que la classe ouvrière aie subi depuis l'après-guerre, et que d'autres vont venir -c'est promis. Un peu dur pour un gouvernement qui "défend les travailleurs", lui propose une "société nouvelle" et lui promettait bien des

joies dans la "patrie socialiste", et qui, aujourd'hui, est responsable de la baisse du niveau de vie, de l'augmentation du chômage, remettant en question le droit même d'être soigné quand on est malade. Et ce n'est qu'un début.

Aujourd'hui la gauche ne peut plus cacher sa vraie nature, elle se retrouve, à chaque mesure que l'intérêt du capital national nécessite, plus dénudée face à la classe ouvrière qui perd de plus en plus ses illusions. Et être dénudée devant une classe ouvrière de plus en plus en colère, qui a su faire une grève massive pendant un mois en 68, qui a lutté à Longwy-Denain en commençant à s'organiser hors des syndicats, et qui ne peut être qu'amenée à se battre encore et de manière de plus en plus mûre contre l'Etat bourgeois, et bien, c'est très inconfortable. La gauche perdant sa crédibilité, il n'y a plus rien entre l'Etat et les ouvriers, plus personne pour détourner leur colère. C'est une question de survie pour la bourgeoisie, car dans cette lutte à mort, il n'y aura qu'un gagnant.

C'est dans ce contexte qu'intervient cette campagne sur la droite. Profitant de la colère des couches moyennes qui commencent à être elles aussi touchées par la crise, gauche et droite se retrouvent -malgré les apparences- unies pour enfler le mouvement et ainsi CREER UN BROUILLARD POUR GAGNER DU TEMPS, ET PERMETTRE AUTANT QUE POSSIBLE DE REORGANISER LE DISPOSITIF POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE. (Voir article ci-contre).

Un autre moyen de monter en épingle ces luttes et le danger de la droite, est la violence, soigneusement exploitée par les médias, photos spectaculaires à l'appui, des affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants. La police a laissé se développer les "incidents" de manière évidente. En effet, l'Etat avait tous les moyens nécessaires pour écraser cette poignée de "troubillons" : "si le gouvernement voulait créer les conditions d'une escalade, il ne s'y prendrait pas autrement." ("Libération") Mais parce que l'Etat a besoin de se faire oublier par la classe ouvrière, il lui a donné du spectacle.

Encore un volet de cette campagne : on parle de "mai 68 à l'envers". La gauche, avec sa CGT, veut faire oublier comment elle a cassé les grèves en 68, comment elle a appelé "victoi-

re" les accords de Grenelle après avoir fait reprendre le travail aux grévistes en leur faisant croire que "les autres" avaient repris. Séguy ose aujourd'hui se vanter d'avoir été à l'initiative du mouvement, se réclame de ces accords, et, par de nouveaux mensonges, veut faire oublier la réalité de cette grève qui a été l'ouverture de la reprise des luttes dans le monde. Mai 68 a été aussi un des premiers pas de la classe ouvrière dans sa rupture avec les illusions entretenues par la gauche, et, depuis, la perte des adhérents aux syndicats n'a cessé de se poursuivre.

Toutes ces campagnes tentent d'intimider la classe ouvrière en sous-entendant que lutter contre la gauche, c'est être à droite. Mais elles ne pourront être efficaces longtemps, la gauche le sait et tentera de trouver d'autres thèmes pour dévier la colère des ouvriers contre les vacances en HLM, le chômage, et la misère qui s'installe. Seule cette réalité compte, on peut détourner l'attention de son ennemi un instant, retarder son combat, mais on ne peut l'éviter quand il s'agit d'une question de survie.

Cela, la bourgeoisie le sait, elle tentera encore de brouiller la vue de la classe ouvrière avec ses "fumées" et elle fera feu de tout bois.

Aujourd'hui, la situation est ouverte, et les pires ennemis que la classe ouvrière trouvera sur son chemin ne seront pas les morts-vivants fascisants de la guerre de 40, mais ceux qui se réclament d'elle et s'en réclameront encore plus demain dans l'opposition. CL

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

AU SOMMAIRE DE LA REVUE INTERNATIONALE N°33 (2ème trimestre 1983) :

-DEUX ANS APRES LA POLOGNE : OU VA LA LUTTE DE CLASSE.

-OU EN EST LA CRISE

-MARX TOUJOURS ACTUEL

-CONTRE LA CONCEPTION DU CHEF GENIAL

-FONCTIONNEMENT DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE.

(suite de la p.1) SYNDICATS

vers la radicalisation des syndicats

Lors des manifestations du 1er mai à Paris, les syndicats, à travers leurs fractions les plus bruyantes ont donné un avant-goût du ton qu'ils devront utiliser pour tenter de se récréabiliser auprès de la classe ouvrière. Pour les oppositionnels de la CFDT, regroupés derrière une banderole "Pour une nouvelle démarche syndicale" le 1er mai est "d'abord une manifestation pour peser sur la Confédération afin qu'elle durcisse son action contre l'austérité". Un autre groupe de la CFDT arborait une banderole : "Contre l'austérité, pas de concessions à la droite et aux patrons". Sans oublier l'attitude de "Lutte Ouvrière" (trotskyiste), qui, refusant de participer à la manifestation, se tenait sur le trottoir avec des banderoles contre l'austérité : "Le gouvernement de gauche fait une politique de droite".

C'est à travers un langage de plus en plus critique que les syndicats vont tenter de nous faire oublier tout le sale travail de briseur de grèves qu'ils ont mené et qu'ils continueront à mener, de nous faire oublier qu'ils ont soutenu et soutiennent encore le gouvernement de gauche, travaillant en notre sein à ce que celui-ci puisse porter les coups les plus durs sur nos salaires et notre niveau de vie.

Mais ce nouveau radicalisme de façade n'est que mystification. Il n'y a pas de nouvelle démarche syndicale possible, de nouvelles sortes de syndicats. C'est le même genre de mensonges qu'en Pologne, où le "nouveau" syndicat "Solidarité" a été l'arme essentielle de la bourgeoisie pour briser le développement de la lutte de classe.

Entre le "Produisons français" de la CGT, et la "défense de l'économie polonaise" préconisée par Solidarité,

il n'y a aucune différence. Le but recherché est le même : diviser la classe ouvrière, déverser en son sein le poison nationaliste, tenter de ramener les ouvriers derrière le char de l'Etat bourgeois et la défense de l'économie nationale.

Et les syndicalistes de base, et autres gauchistes qui prétendent qu'une autre démarche syndicale est possible ne sont là que pour ramener dans le giron syndical et national tous ceux qui commencent à entrevoir comment il faut réellement lutter. Ils ne sont là que pour permettre à l'ensemble de leurs syndicats de préparer leur radicalisation afin de mieux contrer les luttes à venir. Il faut nous souvenir que, eux aussi, ont appuyé ce gouvernement au cours de ces deux années et que par leur travail dans les syndicats, ils ont œuvré à briser la lutte, diviser les ouvriers et leur faire accepter l'austérité. Les syndicats sont le fer de lance de la bour-

C'est dans ses prochaines luttes que la classe ouvrière devra impérativement démasquer les syndicats et surtout ceux qui auront le langage le plus mensonger et dangereux, les syndicalistes de base et les gauchistes. Car sous cet aspect de l'économie nationale se cache le pire des poisons : le nationalisme. Vouloir faire avaler aux ouvriers qu'il y a un intérêt commun entre eux et l'économie nationale, c'est se placer directement sur le terrain qui mène à la guerre économique entre nations capitalistes, et finalement à la troisième guerre mondiale.

Non ! L'intérêt des ouvriers ne se situe pas sur le terrain de la nation derrière "sa bourgeoisie et son Etat". Suivre les syndicats sous quelque forme que ce soit, c'est se condamner pieds et poings liés à subir la main de fer de ce système barbare et pourrissant. P.A.

le mythe de la révolution technologique

(2eme PARTIE)

La seule révolution a l'ordre du jour, c'est la révolution prolétarienne

Dans l'article intitulé "Le mythe de la révolution technologique", paru dans le numéro 107 de Révolution Internationale, nous nous sommes attachés à définir la notion de révolution industrielle en nous basant sur l'expérience de la révolution industrielle du 19ème siècle, qui, dans un contexte historique totalement différent de celui d'aujourd'hui bouleversa radicalement tous les anciens modes de produire. Cela, pour démontrer que l'idéologie actuelle d'une "troisième révolution industrielle" ne reposait sur aucun fondement sérieux. Bien au contraire, nous avons montré le déclin de la société actuelle : toutes les innovations technologiques de notre époque ont pour source et champ d'application principalement le domaine militaire, le domaine de la destruction. Enfin, pour montrer comment les nouvelles applications technologiques ne pouvaient être une solution à la crise historique qui secoue le monde actuel, nous nous sommes attachés à montrer que loin d'avoir constitué une réponse à la crise de surproduction du capitalisme mondial, les applications, même limitées, des technologies modernes n'avaient eu pour résultat que de précipiter encore plus cette surproduction.

Dans cet article, nous revenons sur cette dénonciation pour cette fois préciser le contexte réel de cette supercherie que constitue la notion de "révolution industrielle", pour rappeler par rapport à ce projet "grandiose" ce qu'a toujours signifié le développement du machinisme pour la condition ouvrière, et enfin pour montrer au travers justement du développement des forces productives, que la révolution qui s'impose mondialement n'est pas "technologique", mais une révolution qui impose d'autres rapports sociaux entre les hommes.

le cimetière des mythes

Les faits se chargeront eux-mêmes de ramener la publicité faite autour d'une pseudo "révolution technologique en marche" à sa juste place : dans le cimetière des mythes où elle cotoiera les idéologies aujourd'hui défuntes de la "société des loisirs" ou la "société de consommation" des années 60, ou celle du "way of life" du fordisme des années 50 avec ses "huit heures de boulot, huit heures de loisirs, huit heures de dodo."

Après la "société des loisirs" ou la "société de consommation", le mensonge de la "société technologique" sera à son tour balayé par les vagues successives de la crise économique mondiale avant de l'être définitivement par les vagues déferlantes de la révolution mondiale qui remettra les pendules à l'heure. Et pour l'heure la révolution qui est contenue dans la crise des rapports sociaux capitalistes, est une révolution sociale restituant les forces productives à la société, les soumettant à la satisfaction des besoins de l'humanité et non plus au service de l'exploitation du travail, du profit et de... la guerre.

Déjà aujourd'hui, le déroulement de la crise mondiale est en lui-même un démenti total de la gestation d'une "troisième révolution industrielle en marche" : en Europe les millions de chômeurs rejetés de la production ne sont pas rejetés par l'introduction à grande échelle de nouvelles technologies dans l'appareil productif, mais plus systématiquement par la cessation d'activités de firmes entières, par la fermeture des usines. Nulle part la disparition de pans entiers de l'appareil de production n'est remplacé par un appareil de production plus moderne. L'exemple de la sidérurgie est à cet égard plus parlant. Alors que toutes les anciennes unités de production sont à 90% fermées, les unités "modernes" construites à la fin des années 70 ne tournent qu'à 50 ou 60% de leur capacité, la production d'acier ne cesse de chuter, et il faut encore la diminuer : car, même réduite, le marché mondial, sursaturé, sans perspective d'extension et donc sans perspective d'investissement, ne peut l'absorber.

La France est peut-être le pays où cette supercherie de "troisième révolution industrielle en marche" est le plus amplement diffusée et le président Mitterrand avec ses allures pédantes de sage et de prophète des temps nouveaux n'a de cesse d'en tartiner tous ses discours. Pourtant, s'il y a un pays qui illustre particulièrement la baudruche que constitue le "progrès technologique", c'est bien celui-ci. Sans parler de la récession accélérée dans laquelle plonge le capitalisme en France (voir article sur la France), si l'on s'en tient au domaine qui est par prédilection celui d'avant-garde, le "petit bébé" de la révolution technologique, nous avons cité l'industrie électronique de pointe, on constate que ce secteur est aussi malade et étouffé autant que les

secteurs "rétrogrades":

"Thomson plonge... la direction du groupe ne cache pas que la situation est grave. Le temps des vaches grasses est bel et bien terminé, et pour plusieurs raisons... Thomson n'est plus un groupe riche. Comme Thomson représente 50% de l'électronique française, c'est bien cette industrie qui est devenue pauvre. Aux pouvoirs publics d'en tirer les conséquences." ("Le groupe Thomson a perdu 2,2 milliards de francs en 1982", "Le Monde" du 6 mai 83, p.27)

Dans ce grand projet technologique, la production de sources d'énergie capable de seconder efficacement un "vaste projet industriel", l'énergie nucléaire, subit le même sort et l'on peut voir toujours en France EDF préviser fortement en baisse son programme d'équipement nucléaire : comme dans le reste du monde d'ailleurs.

En fait, les seuls investissements pour "l'avenir" qui se portent bien et sont systématiquement révisés en hausse sont les investissements dans l'armement. Mais après tout c'est peut-être cela la "troisième révolution industrielle de Mr. Mitterrand"... On voit l'avenir que propose le ministre de la défense, Mr. Hermu! (voir article page 2).

Si nous avons pris ici l'exemple de la France, c'est qu'il est particulièrement frappant et qu'en même temps c'est ici que les bavardages sur la troisième révolution technologique sont les plus répandus, mais en aucune manière cet exemple n'est limitatif. Ce qui vaut pour la France vaut pour le monde entier.

Le fait que les USA, de loin la première puissance économique mondiale, creuset des technologies modernes, électronique, informatique, robotique, etc..., dont ils sont aussi de loin les premiers producteurs mondiaux, soient en plein déclin et subissent la plus puissante récession et crise monétaire de leur histoire suffit à démontrer dans les faits l'inanité d'une perspective de révolution industrielle.

Partout en pleine tourmente économique mondiale, le réflexe premier de chaque nation est d'édifier des barrières douanières, d'entraver la pénétration de ses marchés, automobile, sidérurgie, production agricole, etc... mais qu'importe pour les tenants de la révolution industrielle ? Et de citer en exemple le Japon pour ses investissements en technologie moderne. Le monde n'arrive déjà pas à digérer la production d'un Japon, comment se pourrait-il dans ces conditions qu'il digère la production de cinq, dix ou vingt Japans ? C'est un mystère que les gens comme Mitterrand se gardent bien d'élucider et pour cause.

Le Tiers-Monde est mis en avant comme zone privilégiée pour les débouchés à un appareil productif en pleine "mutation révolutionnaire". Mais là non plus, on ne s'embarrasse pas de détails pour mettre en avant la perspective de la révolution industrielle. Que le Tiers-Monde soit dans un état lamentable, comme passé à l'équarissa-

ge, sur les différents continents où s'entasse la misère dans un état quasi-absolu, Afrique, Asie, ou encore Amérique du Sud, qu'importe. Qu'importe, qu'il soit peuplé de gens sans revenus, rejetés de toute activité productrice, qu'il soit épuisé et déchiré par les guerres que se livrent les grandes puissances industrielles par pays interposés depuis des années et des années. Qu'importe encore que ses différents Etats soient surendettés par les années où les grandes puissances industrielles ont déjà essayé de leur faire éponger leur surproduction, et

qu'aujourd'hui ils se retrouvent à la limite de la faillite ou déjà en pleine faillite...

Mais c'est sûr que cela importe peu aux défenseurs de la perspective d'une troisième révolution industrielle, à laquelle il faudrait se sacrifier dans l'immédiat. Cela importe peu car ce n'est pas tant la réalité du projet qui leur tient à cœur que la camelote idéologique qu'ils essaient de faire passer pour expliquer les contradictions de ce monde. C'est cette camelote qu'il faut envoyer au cimetière des mythes.

la réalité de la surproduction

Il est évident que la crise qui secoue de plus en plus violemment ce monde n'est pas le produit d'une période charnière entre deux ères technologiques, mais le produit d'une contradiction fondamentale de la production capitaliste qui se manifeste dans la surproduction généralisée. Les économistes bourgeois le reconnaissent eux-mêmes même s'ils n'en font aucune publicité et pour cause. Ecoutons le discours édifiant d'un de ceux-là :

"Le dérèglement financier est une conséquence de la crise, c'est une conséquence du fait que nous n'avons pas pu masquer la crise de surproduction... Car la crise, la vraie, est une crise de surproduction. L'économie mondiale est capable de produire beaucoup plus de marchandises que les marchés ne sont capables d'en absorber. L'inflation n'est pas une cause de la crise, elle est une conséquence de l'utilisation de l'arme du crédit que l'on a développé pour la combattre... La crise, la vraie, est une crise de surproduction. Et c'est la raison pour laquelle on ne lui donne jamais son nom : comment oser dire aux peuples que cela va mal, qu'il y a du chômage, que l'on s'appauvrit parce que l'on produit trop? Aucun gouvernement n'a intérêt à attirer l'attention sur cette réalité scandaleuse et encore moins à attirer l'attention sur son impuissance face à un tel problème. On comprend que les hommes politiques préfèrent désigner les fausses crises et dresser des écrans de fumée. A la lueur d'un tel diagnostic, les déclarations des uns et des autres en faveur

de l'austérité n'en apparaissent que plus dérisoires. Déjà on ne sait que faire des marchandises et il faudrait encore se serrer la ceinture!"

("La Vie Française", mars 83, dans un article signé Bruno Cremet)

Aucun gouvernement n'a intérêt à parler de la crise de surproduction parce qu'elle met en lumière, à côté de la misère grandissante, les potentialités qui existent pour une autre vie, un autre monde. Parce qu'elle pose de façon aiguë à la colère qui gronde la question de l'orientation de la production humaine. Nous touchons ici le cœur du problème où l'aiguille de la critique révolutionnaire peut tout à la fois dégonfler la baudruche de la "révolution technologique" et dresser devant le cadavre du mythe la force des faits, pour dégager son propre projet.

Aucun dirigeant d'Etat, ni les hauts rangs de la bourgeoisie commerciale, financière et d'industrie, ne peut facilement cacher la faillite du système capitaliste mondial : celle-ci est trop criante. Mais il leur faut éviter de mettre le doigt sur les véritables contradictions, qui posent le problème de la révolution, d'un projet qui n'est pas le leur. Il leur faut tenter de définir d'autres projets, et c'est là l'intérêt du mythe de la "3ème révolution industrielle", tout à la fois explication des tourments de ce monde et "projet grandiose" (Pour ce qui concerne la crise de surproduction, voir articles dans les Revues Internationales et notamment n°31)

développement technologique et besoins humains

Avant de développer ce qui, de notre point de vue, est en gestation dans la société humaine mondiale, il faut mettre les points sur les i en ce qui concerne le développement de capacités techniques dans les mains du capitalisme, et ses rapports avec la condition ouvrière.

Parce que le travail est devenu une marchandise et les hommes avec, ils subissent le sort des marchandises : concurrence et surproduction. Les calamités naturelles, épidémies, cataclysmes, etc... qui n'ont pas disparu, ont été supplantées par des calamités économiques encore plus meurtrières : chômage, crises, famines, guerres, détresse : telle est la réalité du monde actuel.

Le développement de la technique est présenté comme une "libération", ce qui est contredit par toute l'histoire du capitalisme.

De toute son histoire, la classe ouvrière n'a jamais pu considérer le développement des techniques de production, le développement du machinisme, comme une libération du travail. Malgré ses capacités immenses, le développement du machinisme n'a jamais eu pour but l'affranchissement de l'humanité par rapport à l'activité laborieuse, mais seulement une productivité plus grande du travail. La domestication de la nature n'a amené qu'à un asservissement le plus total du travail où les hommes sont devenus les appendices des machines, leurs esclaves. Le rythme, l'intensité, la nature du travail avec le machinisme ne s'est pas établi, n'a pas été fixé, en fonction de la vie des hommes, de leurs besoins, de leurs désirs. C'est le contraire qui est advenu. Besoins, désirs, tout a été établi en fonction des rythmes et capacités techniques des machines dans un procès infernal.

Celles-ci n'ont pas été employées à libérer le travail mais à son asservissement selon des calculs scientifiques (on peut citer en exemple le taylorisme et sa chasse à la "flânerie systématique", selon les mots de Taylor lui-même ou le stakhanovisme et ses primes au rendement). Il s'agissait de produire plus et toujours plus de profit ; il fallait pour cela que l'entretien et la survie de ceux qui travaillent s'effectuent à moindre coût ; en résumé, que le travail produise plus et coûte moins cher.

Même dans le meilleur des cas, dans les époques les plus "prosperes", le développement des forces productives et de la productivité du travail n'a ainsi point abouti à un enrichissement mais à un appauvrissement de ceux qui mettent en mouvement et font vivre le processus industriel, c'est à dire l'immense majorité. Plus les forces productives et avec elle la productivité du travail se développaient, plus la part de la production sociale qui revient à ceux qui produisent diminuait, alors que celle que s'approprie gratuitement le capital augmentait en proportion inverse :

"La baisse du salaire relatif s'opère sans la moindre intervention personnelle du capitaliste, et, contre elle, les travailleurs n'ont pas de possibilité de lutte et de défense à l'intérieur du système salarial, c'est-à-dire sur le terrain de la production marchande. Contre le progrès technique de la production, contre les inventions, contre l'introduction des machines, contre la vapeur et l'électricité, contre les perfectionnements des transports, les ouvriers ne peuvent pas lutter. Or, l'action de ces progrès sur le salaire relatif des ouvriers résulte automatiquement de la production

marchande et du caractère de marchandise de la force de travail. (...) La lutte contre la baisse du salaire relatif est la lutte contre le caractère de marchandise de la force de travail, contre la production capitaliste toute entière. La lutte contre la chute du salaire relatif n'est plus une lutte sur le terrain de l'économie marchande, mais un assaut révolutionnaire contre cette économie, c'est le mouvement socialiste du prolétariat." (Rosa Luxemburg : "Introduction à l'économie politique").

Le décalage entre l'augmentation de la productivité du travail humain et l'augmentation du salaire existe dès le départ. Mais plus encore c'est vers la baisse absolue que le salaire tend : aujourd'hui, non seulement la plus petite application technologique à l'industrie provoque un chômage massif, renforce la crise de surproduction, mais de plus, pour les ouvriers qui en sont les organes exécutifs, cela revient à devoir supporter des conditions de travail extrêmement pénibles. Dans cette industrie de pointe

le seul projet révolutionnaire, c'est la fin de l'exploitation

Ce que nous dénonçons ici, ce ne sont pas les machines, la technique et les connaissances scientifiques. Celles-ci ne sont que des forces sociales passives, elles ne sont pas sujet, mais objet de la société. En tant que telles, leur emploi est strictement dépendant de la nature des rapports sociaux et des buts assignés à la production qui en découlent. Nous ne nous plaçons donc pas du point de vue farfelu de la "vie naturelle", et ne prêchons pas un tout aussi farfelu "retour aux sources", "retour à la nature".

Bien au contraire, l'humanité, en se défaisant de l'aliénation naturelle par une domestication des forces naturelles a payé le prix d'une aliénation sociale très profonde par l'exploita-

tion du travail, mais elle a gagné en même temps les bases matérielles pour s'émanciper de toute aliénation et rejeter l'exploitation de l'homme par l'homme parmi les vieilleries de musée.

Il est vrai que la crise historique que vit le monde est l'expression d'une époque charnière, mais ce n'est pas une charnière entre deux ères technologiques à l'intérieur du capitalisme. Les contradictions qui sont à l'origine des secousses de ce monde et qui s'expriment économiquement dans une surproduction généralisée, indiquent clairement que le cadre social et l'ensemble des rapports sociaux de production sont inadéquats au degré même de développement des forces productives, que ces rapports sociaux sont

bien trop étroits pour contenir toutes les richesses qu'ils ont permis de développer. C'est pour cela que le monde a oscillé depuis le début du siècle entre deux tendances, une qui est une tentative de dépassement de la situation sociale actuelle, l'autre qui n'est ni plus ni moins qu'une autodestruction. Depuis 80 ans, nous vivons "l'époque des guerres et des révolutions" comme l'avait annoncé l'Internationale Communiste.

En plus des brouillages de piste idéologiques tels que la "troisième révolution industrielle", il y a une autre difficulté qui rend difficile la reconnaissance de la situation historique et de ses perspectives. Cette difficulté tient au fait que les nouveaux rapports sociaux vers lesquels tend la société dans sa lutte contre l'ordre établi et sa décadence, ne peuvent ni naître, ni se développer au sein de l'ordre ancien, mais nécessitent D'ABORD la destruction du pouvoir capitaliste, de tous ses Etats. La communauté humaine ne peut coexister avec l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme. Cette réalité signifie deux choses : en même temps qu'elle rend la perspective de ces nouveaux rapports sociaux plus difficile à reconnaître, elle appelle une conscience plus grande de la nécessité de rompre, de casser la logique infernale du mode de production capitaliste.

Comme le dit K.Marx : *La question de la misère n'est pas une question morale. La réponse à la question de la misère n'est pas de savoir si la misère est ou n'est pas moralement condamnable, mais de savoir si la misère est une nécessité historique ou pas.* ("Misère de la Philosophie"). En effet, tant que la société ne possédait pas les moyens matériels nécessaires à son émancipation, c'est-à-dire les moyens matériels d'une société d'abondance, cette émancipation ne pouvait être qu'un doux rêve. Aujourd'hui, non seulement l'humanité possède ces moyens, du moins les bases, mais de plus, le développement des forces pro-

ductives se heurtant de plus en plus violemment aux rapports de production, font de cette possibilité d'émancipation une nécessité de plus en plus impérieuse. Si les rapports de production capitalistes ne sont pas brisés, la société s'asphyxie, et parce qu'elle "produit" trop, évoluera d'abord vers la misère, et ensuite vers la destruction. Le capitalisme est dans une contradiction insoluble qui s'exprime dans le rapport entre le salariat et la surproduction de façon nette : le monde croule sous la surproduction et est précipité dans la crise, mais l'augmentation des salaires pour augmenter la consommation ne peut en aucun cas venir éponger cette surproduction : les lois du profit qui fondent la société capitaliste, à l'Est comme à l'Ouest, rendent une telle solution impossible. Plus la crise de surproduction est forte, et plus les salaires... BAISSENT, ce qui à son tour vient renforcer la crise de surproduction.

La société n'a pas seulement créé par l'accumulation de décennies de travail les bases matérielles pour l'émancipation de l'humanité, elle a aussi fait surgir en son sein une classe d'hommes qui par sa situation dans la société PEUT opérer cette transformation révolutionnaire, la classe ouvrière. Une classe d'hommes dont les intérêts vont dans le sens qui répond au développement des forces productives, c'est-à-dire dans le sens d'une société où la production est fondée sur la satisfaction des besoins humains. Quand en pleine crise économique, les ouvriers luttent pour défendre leurs conditions de vie, c'est dans ce sens qu'ils vont, même s'ils n'en ont pas conscience.

C'est justement cette conscience, conscience d'un but, d'une perspective, d'une nécessité que les bavardages sur la révolution technologique ont aussi pour tâche d'empêcher de voir le jour et de s'affirmer.

M. Prénat

M. Roux

SEULE EXPLICATION A LA CRISE : LE CAPITALISME

"Nous avons appris à gérer une économie moderne de façon à assurer son expansion continue" disait Richard Nixon en 1969, alors que les premiers signes du ressurgissement de la crise commençaient à secouer le monde. Après avoir ignoré la crise, après l'avoir niée, la bourgeoisie a ensui-

te essayé de nous chacher son ampleur et sa nature profonde. La crise actuelle n'est ni partielle, ni passagère. Elle est la manifestation de la faillite historique d'un système économique et social mondial.

la crise du système monétaire

De 1968 à 1973, la bourgeoisie nous a parlé de crise monétaire à la suite des différentes dévaluations du dollar (1971 : 8,57%, 1973 : 10%), de l'ascension du prix de l'or, qui a triplé son cours officiel entre 1972 et 1973, et des réévaluations du Yen et du Mark. Qu'en était-il en réalité?

A cette époque, la bourgeoisie utilisait encore à plein les politiques keynésiennes, c'est à dire créait de la monnaie par des déficits budgétaires par exemple, pour relancer la machine économique. Or, cette masse monétaire ne trouvant pas de secteurs rentables pour s'investir, les spéculateurs jouaient une monnaie contre une autre, entraînant un déséquilibre des monnaies.

En réalité, la monnaie ne possède pas d'existence propre par rapport à l'ensemble de l'économie. La monnaie n'existe qu'en relation avec la marchandise qu'il faut échanger. La monnaie peut parvenir à une certaine indépendance, mais elle reste toujours une base de référence pour l'échange des biens ou marchandises. Le comportement d'une monnaie au niveau international reste, malgré tout, le reflet des conditions dans lesquelles se déroulent les mécanismes fondamentaux du mode de production capitaliste.

Pendant les années 70, les différents Etats ont donc misé sur un développement du crédit, qui devait permettre l'investissement et relancer la production... on a vu le résultat.

"la crise du pétrole"

Peut-on encore aujourd'hui sérieusement prétendre que la crise qui s'aggrave de plus belle, alors que le prix du pétrole continue de baisser, est le résultat de l'OPEP ou des "pétroliers"?

Certes, le pétrole est une matière première fort importante pour l'écono-

mie dans son organisation actuelle. Cependant, ses fluctuations ont été celles de toutes les autres matières premières : en 1979 les prix de l'ensemble des matières premières industrielles ont augmenté de 29% et de 35% pour les métaux ferreux (marché de Londres) De 1981 à 1982, c'est l'ensemble des

matières premières qui ont vu leurs prix chuter, phénomène encore plus net si on parle en monnaie constante, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation. Qu'il y ait eu une fièvre de spéculation sur le pétrole, cela est indéniable : la spéculation est le propre des moments difficiles où le capital ne trouve plus à s'investir dans la production de marchandises. Mais aujourd'hui, la crise économique, après avoir provoqué la hausse des prix de matières premières de manière spectaculaire, fait s'effondrer ceux-ci par

manque de demande. Il est bien loin le mythe de la "pénurie de pétrole", catastrophe "naturelle" de l'épuisement de cette matière première, aujourd'hui où les producteurs de pétrole n'arrivent même pas à écouler leurs stocks, alors qu'ils ne fonctionnent pas, loin s'en faut, au plein de leurs capacités. La "crise du pétrole" a fait long feu : elle n'aura servi qu'à justifier les hausses des produits de première nécessité et à justifier les "économies d'énergie" imposées à ceux qui produisent.

les années 80

Aujourd'hui, les différentes manifestations de la crise tendent à se produire en même temps, enlevant à la bourgeoisie la possibilité de limiter à un aspect partiel l'évidence de la crise de tout le système de production. Il ne lui reste plus guère que la perspective lointaine d'une "restructuration de l'économie sur la base d'une révolution technologique" (voir article ci-contre) pour tenter de prolonger l'illusion, que toute la réalité contredit. A court d'arguments, les différents Etats tendent à ressortir le vieux protectionnisme : "Il faut repartir à la reconquête de notre marché intérieur. Je refuse une division internationale du travail et de la production décidée loin de chez nous" nous avait dit Mitterrand en décembre 81. Aujourd'hui, force lui est de constater qu'il s'agit de marchandiser l'aide américaine en lui demandant de réviser le système monétaire international, de même que chacun sait que la "France" ne tient que grâce aux prêts accordés par ses partenaires occidentaux. Le nationalisme de la gauche au pouvoir parle aujourd'hui, non plus d'agir sur un aspect de la crise économique mondiale, mais de se protéger d'elle.

Il est illusoire de penser qu'on peut se protéger de la crise mondia-

un terrain stérile pour la révolution

Quand la lutte de la classe ouvrière passe par des moments difficiles, réapparaissent des doutes profonds sur la perspective communiste. Ce sont ces doutes qui font le succès de revues comme "La Banquise" (1): l'ambition de celle-ci n'est rien de moins que de traiter les questions brûlantes de la crise, de la révolution, de la guerre. De porter la hache de la critique sociale dans la jungle capitaliste aux fins d'en extirper les racines de la laideur et de la sauvagerie. Mais, partant du doute, "La Banquise" en reste au doute : sur la crise, sur la guerre, sur la lutte de classe, elle n'apporte que la confusion.

Depuis plus d'un siècle, la pensée n'a pu se parfaire qu'au travers d'organismes propres au prolétariat, pas ailleurs. Hors de ce laboratoire, il n'est que trop évident que l'on est livré à la marxologie ou à l'académisme. Et c'est là que le bât blesse les éléments à prétention révolutionnaire.

L'absence de solides références à l'histoire du mouvement ouvrier, l'existence de délimitation programmatique, préalable à toute activité de groupes d'avant-garde sont le dénominateur commun de toute une série de publications : "Guerre Sociale", "Guerre de classe", "La Banquise", "Sensa Tregua" (Espagne), "Solidarity" (Grande-Bretagne), "Le Frondeur". C'est le modernisme qui commence toujours "ab ovo", sans tradition, hors du cours de l'histoire. Toutes offrent l'exemple d'une réflexion et d'une orientation affranchies des liens au

le mouvement ouvrier

De la première à la dernière ligne, "La Banquise" ne cesse de pontifier : "Depuis 1848 et le 'Manifeste Communiste', les prolétaires n'ont pas su, pu ou voulu transformer cette possibilité en révolution communiste". Et les pages de se suivre pour démontrer la vacuité des luttes du passé, l'inutilité de l'organisation et la coupable faiblesse du prolétariat. Celui-ci n'a jamais fait trembler le monde : les diverses irruptions révolutionnaires n'ont été que de pâles escarmouches sans signification. Tout au plus, le prolétariat a lutté pour de meilleurs salaires, acceptant les chaînes dorées de son esclavage. Lorsque la guerre impérialiste éclata, il voulut retourner au "statu quo ante". D'après nos censeurs, implicitement, l'action de tous les internationalistes contre la boucherie de la guerre, Luxembourg et Liebknecht, Lénine et Zinoviev, Rühl et Pannekoek, n'a pas plus d'importance que celle du pacifiste R. Rolland se plaçant "au-dessus de la mêlée."

Que l'on ne vienne pas leur parler de la "Ligue des Communistes", de l'AIT, de la Deuxième Internationale et ses syndicats de masse, des Conseils Ouvriers et de l'Internationale Communiste.

"Pire, les organisations que se sont données les salariés se sont presque toujours (où est l'exception ?) avérées des entraves supplémentaires, partis et syndicats enfermant encore plus les salariés dans le salariat". (p.11)

D'eux-mêmes, les travailleurs ont fait leur propre malheur. Au lieu de voir dans les coalitions ouvrières un moyen d'unification de la classe, un moyen de préparation du renversement de toute l'ancienne société, "La Banquise" y voit l'emprise de la bourgeoisie. En rejetant l'enfant avec l'eau du bain, elle évacue tout le mouvement. Quand elle zèbre à coups de crayon rouge les pages de cette lutte de classe pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, la cuistrerie le dispute à l'absence de toute conviction dans la victoire du communisme.

Par trop terre-à-terre, le vieux mouvement ouvrier n'existait que réformiste et pacifiste. Désormais, place

la crise

Comme en 1929, il n'y a pas de crise d'agonie du capital mais crise de transition vers une nouvelle forme d'organisation structurelle.

"En ce moment, le monde traverse des crises spécifiques mais liées les unes aux autres et qu'une partie de la population ressent comme grave". (p.10).

mouvement ouvrier, persuadées de faire éclater les bombes qui font se volatiliser tout l'édifice marxiste.

Parler, comme le fait "La Banquise", d'une "glaciation de dix, vingt, cent mètres de glace par-dessus des pavés", c'est prendre l'exact contre-pied de ceux qui, en 1969, affirmaient à la légère : "Tout est possible". C'est raisonner à l'échelle strictement "française" et c'est prendre un raccourci commode qui mène à une vision superficielle et défaitiste. Malgré le rôle de tous les pompiers sociaux de l'Etat et des gardes-chiourmes du capital, malgré le matraquage idéologique pour terroriser le prolétariat, malgré le chômage et l'austérité, la lutte de classe se trouve plus vivante que jamais. De Cordoba à Gdansk, les luttes se succèdent et se répondent : le prolétariat montre qu'il n'a nullement renoncé à briser ses chaînes.

"au mouvement social" pur et dur.

"Les ouvriers ne doivent pas se soulever en tant que classe ouvrière". (p.11).

Les cohortes du "mouvement social" en marche vers la Jérusalem de la communauté humaine avancent dans le brouillard total. D'où vient la force révolutionnaire ? Comment se constitue-t-elle ? Les "aspirations communautaires" dans lesquelles "La Banquise" voit le levier de la révolution, n'avancent pas plus que les théories d'un Bakounine qui levait au siècle passé l'étendard du "mouvement social" : la révolution n'est pas une affaire de principes de morale, mais une lutte entre classes. Si la classe ouvrière est porteuse des intérêts de l'humanité toute entière, elle ne peut révolutionner le monde qu'en se constituant en force autonome dans la société.

Ce n'est plus lorsqu'il s'organise en parti et se groupe en organes de lutte unitaires et ouverts que le prolétariat se constitue en classe car :

"On peut parler d'un 'prolétariat' quand des prolétaires agissent ensemble de façon révolutionnaire avec assez d'ampleur pour accéder au statut de mouvement social". (p.56).

S'il ne le fait pas, il commet le péché de réformisme. Ainsi, le formidable déferlement de grèves de masse en Pologne en 1980 "se conclut par un succès du capital, parce qu'il s'est mis dans un cadre qui est celui du capitalisme" (p.49).

Sans doute aveuglés par le blizzard qui souffle par rafales, nos banquistes voient en "Solidarnosc" non pas un organe de dévoiement para-étatique ouvrant la voie au coup de force de Jaruzelski mais l'expression des illusions du prolétariat :

"Il (Solidarnosc) défend des intérêts immédiats, refuse la co-gestion avec l'Etat ou le patronat mais veut un droit de regard sur la politique économique". (p.50).

C'est répandre la pire des confusions que de parler, à tort et à travers, de réformisme, quand il s'agit d'une fraction de la bourgeoisie qui a tout fait pour briser la force du prolétariat et le livrer à la répression.

On admire la précision d'une formulation en-deçà de ce que peut comprendre tout un chacun. Plus loin, la crise prend tournure : c'est la crise de l'Organisation Scientifique du Travail et de la rentabilité du capital. Les luttes de classes "fréquemment appuyées et parfois même lancées par les syndicats, contribuent à aggraver la

crise du capital sans laisser de place au réformisme" (p.54).

La réalisation de la plus-value accumulée, la saturation des marchés, les rivalités impérialistes pour le repartage de l'assiette économique, c'est "terra incognita". A l'ouest, des pays capitalistes de marchés, à l'est, "un capitalisme étatisé protégé des atteintes du capital de marché" (p.54). C'est une autre façon de dire à l'instar de Mattick, mais en édulcorant outrancièrement, que l'économie des pays de l'est n'est pas basée sur la loi de la valeur et soumise à la pression étouffante de la crise mondiale de surproduction.

Ainsi, la Pologne :

"souffre à la fois de sous-investissements parce qu'elle ne se modernise pas assez et de sur-industrialisation parce qu'elle s'équipe à grands frais". (p.47).

Quand le capitalisme aura défini une nouvelle Organisation Sociale du Travail et rétabli sa rentabilité, on aura "la transition vers une troisième révolution industrielle, moins industrielle d'ailleurs que les précédentes. Cette évolution n'est pas impossible mais suppose des conditions non encore réunies : l'une d'elles serait la fin de la résistance ouvrière aux efforts de restructuration économique". (p.47).

Peut-être pour réchauffer leurs membres engourdis, les banquistes sautent aux airs du vieux répertoire de "Socialisme ou barbarie". Somme toute, cette crise est bénigne puisque dans les pays développés :

"la majorité de la population est à peu près assurée d'être correctement logée, nourrie, vêtue, soignée". (p.10) Dans les eaux basses de l'idéologie de la société de consommation, ils attrapent

la guerre

Après s'être démarquée de l'optimisme forcé de tant de groupes révolutionnaires qui affirment depuis 10 ans "que le vieux monde en est à son dernier quart d'heure" (p.11), "La Banquise" prévient que la guerre menace. Enfin, un élément sérieux ! Elle met bien en lumière que celle-ci se prépare idéologiquement par des campagnes pacifistes et sur le thème des "droits de l'homme". Mais, si la préparation de la guerre est idéologique, son mobile objectif est la lutte pour satisfaire des appétits impérialistes. De plus, "La Banquise" refuse de voir que la guerre traduit la défaite politique du prolétariat :

"La guerre n'est pas l'arme suprême du capitalisme, elle réveille les contradictions sociales tout autant qu'elle les étouffe". (p.20).

Ce fut vrai pour la première boucherie mondiale et infiniment moins pour la seconde.

En 1917, la bourgeoisie mondiale n'avait pas d'expérience d'affrontement de révolution mondiale; elle n'avait pas entièrement annihilé la sensibilité de classe du prolétariat. Il y eut Zimmerwald et Kienthal, les fraternisations massives arrêterent le jeu de massacre. A la fin de la seconde hécatombe, le défaitisme fut tué dans l'oeuf. Instruite du passé, la bourgeoisie ne se laissa pas déborder par les réactions des prolétaires d'Italie et d'Allemagne. Il n'y eut rien de comparable à une gestation révolutionnaire.

conclusions

"La Banquise" ne se charge ni de programme, ni de principes. Elle n'a pas d'opinions bien arrêtées qui soient siennes. Elle emprunte à droite et à gauche : à l'Internationale Situationniste, à "Invariance", au GLAT, à "Socialisme ou Barbarie" (2), au CCI. Avec toutes ces bribes agencées à sa fantaisie, elle s'imagine nous régaler d'une grande nouveauté. Ce n'est qu'un pastiche sans consistance. Ce n'est pas avec des lambeaux de marxisme noyés dans un véritable bouillon d'eau claire que l'on contribue à enrichir la pensée révolutionnaire. Sur les trois questions posées, la réponse a été du vent. Ainsi, la parution de

pent leur menu fretin.

De la prospérité économique d'après guerre, il ne reste que le souvenir. Quinze années de crise mondiale ont réduit des millions de prolétaires au chômage; des centaines de millions d'êtres sont en constant péril de mort; des milliers ont servi de chair à canon ici et là. Ce n'est même plus le simple dénuement qui caractérise l'état de centaines de millions d'hommes, c'est la détresse absolue. Le cannibalisme se donne libre cours au Liban, en Afghanistan; au Salvador et au Nicaragua, le sang coule à gros bouillons. L'irrationalité démentielle du capitalisme menace d'engloutir le monde entier dans une apocalypse atomique.

"La Banquise" pose plus d'un problème de façon métaphysique. Ainsi :

"Il n'y a pas de clé historique expliquant pourquoi la révolution communiste ne pouvait avoir lieu autrefois et devrait se produire demain". (p.45). Que si, elle existe cette clé : le matérialisme historique sur lequel le marxisme fonde toute sa ligne de conduite. Ce n'est pas pour rien si hier, l'anarchisme le réfutait en vain, si les tenants révisionnistes de Kant dans la Social-Démocratie le jetaient au rebut. Donnant libre cours à son manque de vision historique, "La Banquise" déclare :

"On ne peut pas exclure absolument la possibilité de famines locales même après la disparition du capitalisme". (p.9)

Son communisme ne met donc pas fin au vieux antagonisme ville-campagne, maintient l'espèce sous le règne du hasard : il n'existe pas en tant que réalité historique planétaire.

Il n'est rien de dangereux et d'équivoque comme cette déclaration dont Messieurs les va-t-en-guerre se servent toujours pour sceller l'union sacrée :

"Et la guerre n'est pas uniquement synonyme de souffrance pour les prolétaires. Pendant la deuxième guerre mondiale, si les soldats américains mouraient au front, les salaires réels augmentaient nettement et le chômage diminuait". (p.20).

Quelle énorme rançon payée par le prolétariat ! Hénaume, l'erreur ! D'abord, toute opposition ouvrière anéantie, les industriels -maîtres de la situation- rognent les salaires alors que l'Etat les paie très largement, traitent sans ménagement ceux qui remplacent les mobilisés. Ensuite, l'Etat baillonne, traque et persécute les minorités demeurées principalement attachées à l'internationalisme. De tous les partis, c'est celui du prolétariat qui supporte les pertes les plus lourdes. La guerre épuise la vitalité même de la révolution :

"C'est notre force, c'est notre espoir qui est fauché quotidiennement sur les champs de bataille par rangs entiers comme des épis tombent de la faucille".

(R. Luxembourg. "La crise de la Social-Démocratie")

La guerre qui met à l'honneur la délation, qui libère les instincts morbides, qui fait du soldat une brute, tout cela ne se traite pas par-dessus la jambe !

"La Banquise" n'a pas allongé de l'épaisseur d'un cheveu la liste de quelques revues révolutionnaires qui continuent à se compter sur les doigts d'une main.

Des éléments sceptiques de la peau jusqu'à la moëlle veulent hiberner dans un cercueil de glace. Cette inertie exprime l'impuissance et la stérilité politique en contradiction avec la pensée révolutionnaire résolument tournée vers l'action.

R.C.

Notes:
(1): dont le n°1 vient de paraître.
(2): divers cénacles nés avant 1968.

REMARQUES SUR NOTRE DERNIERE REUNION PUBLIQUE A PARIS

● Le mois dernier, la réunion publique de RI à Paris portait sur le bilan de la lutte de classe "15 ans après 68". En 68, la société et surtout la classe ouvrière réagissaient aux premières manifestations d'une crise économique et sociale. Bien que toute la signification de cette rupture historique avec la période de contre-révolution et de reconstruction d'après guerre n'ait pas été pleinement comprise à l'époque, mai 68 marque le début d'une période de reprise de la lutte de classe non seulement en France, mais partout dans le monde. Aujourd'hui, 15 ans après la flambee spectaculaire de 68, la lutte de classe internationale a-t-elle reculé ou avancé ?

A cette question, le CCI répond : oui, elle a avancé avec le rythme heurté d'une réponse à la faillite grandissante du système capitaliste. L'exposé du CCI (cf. notre Revue Internationale n°33 et RI n°109) a montré que la reprise des luttes est un processus avec des hauts et des bas s'appuyant sur la réalité de la condition ouvrière aujourd'hui et les leçons de la Pologne 1980. Mais ce bilan est loin d'être un acquis pour tous les groupes du milieu politique prolétarien. Les uns surestiment mai 68 (toutes les idées modernistes exaltant le dévouement contestataire) et les autres le sous-estiment (ceux de la tradition bordiguiste du PCI -Le Proletaire et Battaglia Comunista qui ni à l'époque, ni aujourd'hui n'ont compris la signification du contenu ouvrier de la vague de 68. En réalité, ces deux tendances restent obnubilées par le côté "étudiant" de 68 -en pour ou en contre- et méjugent ou ignorent la prédominance de l'action ouvrière.

Il n'est donc pas étonnant que le milieu politique prolétarien d'aujourd'hui n'ait pas encore assimilé certaines leçons de 68 et ait du mal à tirer le bilan de ces 15 dernières années de luttes.

A la Réunion Publique, nous avons entendu :
- Le vieux refrain moderniste sur l'exaltation du sabotage et sur la contestation de la marchandise (pillage, cassage et autres théorisations des réactions primaires) venant de "Guerre de classe". Ainsi, ce groupe voit dans le sabotage de la production en Pologne une manifestation, non seulement de la pression persistante de l'activité de la classe, mais une avancée, une remise en question des bases de la société.

Cette démarche a déjà abouti en 68 au grand slogan ultime du refus de la marchandise à la petite semaine : "ne travaillez jamais". Par sa confusion,

"Guerre de classe" montre une difficulté d'aller au delà des phénomènes de la résistance ouvrière quotidienne vers une perspective globale, seul réel renforcement des luttes aujourd'hui. La révolution n'est pas une résistance passive.

- La défense -ou la critique- fluctuante de la "libération nationale" par le PCI. Pour ce dernier, la reprise de la lutte de classe dans les centres du capitalisme depuis 15 ans, n'a jamais suscité un ré-examen profond de sa position sur la question nationale. Hier au Cambodge ou en Algérie, aujourd'hui en Iran ou en Amérique Latine, l'avant-garde de la classe ouvrière mondiale est, pour ces révolutionnaires, toujours ailleurs que dans les centres capitalistes. Le PCI ne veut toujours voir cette avant-garde que là où elle peut le moins se dépêtrer des mouvements nationalistes. Cette brèche qu'il ouvre ainsi à la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans les positions communistes a déterminé en large partie sa crise récente..

- La défense du syndicalisme de base et du travail de noyautage dans les syndicats par un participant ex-marxiste sous prétexte qu'après 68, il fallait "faire quelque chose". Mais faire quoi ? S'agiter "à la gauchiste" en tournant le dos à la leçon principale de 68 : que les syndicats ont tout fait, du début jusqu'à la fin de la généralisation de la grève, pour casser l'autonomie ouvrière, qu'on ne lutte pas dans les syndicats, mais contre eux.

Aujourd'hui, la bourgeoisie s'emploie de toutes ses forces à récupérer "mai 68", non sans une certaine réussite. Pour les jeunes qui ne connaissent pas "68", c'est aujourd'hui moins que jamais en écoutant Cohn-Bendit qu'ils pourront en saisir la vraie portée historique, prolétarienne.

Mais si les groupes politiques du prolétariat persistent à ne pas vouloir regarder la réalité en face, la reprise des luttes ouvrières poussées par la dislocation du monde capitaliste va les laisser loin derrière.

"J'étais, je suis, je serai" : c'est cela que dit la classe ouvrière à sa façon; voilà ce qu'il faut entendre.

courrier des lecteurs

● Nous publions ici une lettre d'un lecteur qui nous rappelle la nécessité de nous appuyer sur des faits plus précis. Nous ne pouvons que saluer cette préoccupation : seule la lucidité et la connaissance de la réalité peuvent renforcer l'exposé du point de vue révolutionnaire.

Chers camarades du CCI,
Je propose qu'on replace certains chiffres cités dans différents n° de RI que je considère comme peu convaincants.

1) En effet, dans RI n°105, p.1, il est dit que :
"La CGT perd 56% de ses voix (allusion aux élections prud'homales) ! Je veux croire que l'auteur de l'article voulait dire : 5,6% ? Pour le lecteur "averti", cela peut se corriger à la première lecture. Seulement, voilà un autre journal du CCI (en l'occurrence, Internationalisme n°74, fév./mars 1983) qui reprend le chiffre "56%" ! Que faire ?

2) Concernant le ou les chiffres du chômage, on peut constater un peu trop de citations contradictoires de la part de RI : c'est ainsi que dans le n°107, p.6, il est affirmé que : "il y a déjà 26 millions de chômeurs dans les seuls pays de l'OCDE" ! Et dans RI n°106, on écrit : "Plus de

30 millions dans l'ensemble de la CEE" Or, tout le monde sait que l'OCDE est quantitativement (surtout du point de vue du chômage) deux fois plus vaste que la CEE; par conséquent, c'est facile de rectifier le "tir".
Toujours est-il que (même s'il est totalement exclu de faire confiance aux chiffres de la bourgeoisie) le nombre "officiel" est de : 30 millions pour l'OCDE (cf. "Le Monde Diplomatique" de novembre 82, p.2) et entre 12 et 13 millions pour la CEE.

3) Enfin, dans l'article "Le capital ne peut plus nourrir ses esclaves", (RI 107, p.6), il est écrit que : "Le très socialiste gouvernement Schmidt expulsait l'ensemble de ses travailleurs d'origine turque" ! A dire vrai, il y a encore près d'un million de turcs en Allemagne; autrement dit, le terme "l'ensemble" n'est pas tout à fait correct.

Donc, un peu plus de rigueur dans les "chiffres" pour renforcer la cohérence révolutionnaire dont le CCI fait preuve.

Lecteurs, votre correspondance contribue à l'amélioration du contenu de notre intervention. Elle ne saurait être qu'un simple appui à notre journal, mais un acte politique dans le combat révolutionnaire.

réunions publiques

MODERNISME ET LUTTE DE CLASSE

hors du point de vue de la classe ouvrière
on ne peut ni comprendre le monde ni le transformer

AIX EN PROVENCE :
Permanence, le mercredi 8 juin de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX :
Réunion publique, le samedi 25 juin à 17 h, au Café Victor-Hugo, 52, Cours Victor Hugo.
Contact diffusion le 25 juin au marché StMichel, le 10h à 11h.

LYON :
Réunion publique, le vendredi 8 juillet à 21 h, MAJO, impasse Métrol, Villeurbanne, métro République.
Permanence, le mardi 12 juillet à 18h, même adresse.

MARSEILLE :
Permanence le mercredi 15 juin de 18h à 19h, à "l'Artistic Bar", 4, Cours Joseph Thierry.
(prochaine réunion publique : le 9 juillet)

NANTES :
Réunion publique le 18 juin à 17h, au centre social des Bourdéraies, Nantes-Chatenay.
Permanence le dernier vendredi du mois à 20h30, même adresse.
Contact diffusion au Marché de la Petite Hollande, de 10h30 à 11h30, le 2ème samedi du mois.

PARIS :
Réunion publique le 11 juin à 17h au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème.
Permanence tous les samedis à 16 h à la même adresse (sauf le samedi de la RP)

ROUEN :
Réunion publique le 18 juin à 16h30, à la Halle aux Toiles, sur le thème : 15 ans après mai 68, où en est la lutte de classe?

TOULOUSE :
Réunion publique le 24 juin à 21h, Cité universitaire de l'arsenal, bat. C.
Permanence tous les vendredis à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).
Contact diffusion, les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30, au Marché aux Légumes (près de la place Jeanne d'Arc). Le deuxième dimanche du mois, de 11h30 à 12h30 au marché aux Pucés (place St Sernin).

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Apartado correos 258
Valencia - ESPAGNE

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION (R.F.A.)
Post Fach 410308, 5000 KOLN 41

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :

ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F

ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

Abonnements et versements :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu Paris 20°

Directeur de Publication : D.VAN CEIST
N° de Commission Paritaire : 54 267

➔ R.I.
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

le capitalisme vit de guerres

"On ne pourra éliminer ou même enrayer l'impérialisme, le militarisme et la guerre aussi longtemps que les classes capitalistes exerceront leur domination de classe de manière incontestée. Le seul moyen de leur résister, c'est la capacité d'action politique du prolétariat international, et sa volonté révolutionnaire de jeter son poids dans la balance."

(Rosa Luxemburg, "La crise de la social-démocratie").

400 000 morts pour les trois ans de guerre entre l'Irak et l'Iran, plus, sûrement, pour la guerre en Afghanistan, 500 morts par semaine au Liban depuis la dernière "paix" en date au Moyen-Orient, en automne dernier. C'est particulièrement le contrôle du Moyen-Orient, aux portes de l'Europe, qui est au centre de la lutte entre les blocs qu'intensifie tous les jours plus la crise économique. Les dernières négociations "de paix" entre Israël et le Liban, les tensions au niveau de la Syrie, rappellent, tout comme l'augmentation générale des budgets d'armement dans le monde, que le capitalisme vit de guerre, et que seule sa destruction peut empêcher un nouvel holocauste.

où en est le face à face entre l'est et l'ouest ?

● La propagande diffusée à l'Ouest sur le "danger russe" semble se renforcer aujourd'hui : le sous-marin russe dans les eaux scandinaves, qui avait fait grand scandale en 81, a fait des petits en 83, des "espions russes" sont soudain découverts et chassés aux quatre coins du monde, et Reagan essaie de justifier une augmentation sans précédent de son budget d'armement par la menace d'une "implantation de missiles russes au Nicaragua". Aujourd'hui, au Moyen-Orient, c'est encore l'URSS qui est dénoncée comme fauteur de guerre via la Syrie et sa "mauvaise volonté pour la paix au Liban", alors qu'Israël serait soudain blanchi pour son retrait. C'est le même son de cloche à l'Est, contre l'expansionisme américain. La guerre impérialiste, c'est toujours "la faute à l'autre". Ce qui engendre la guerre, ce n'est pas un pays ou un autre, un bloc de pays ou un autre, mais une réalité mondiale de concurrence économique pour des marchés qui ne sont plus à conquérir, mais à prendre au voisin.

Il est difficile de s'y reconnaître dans tous les imbroglios diplomatiques, les jeux de menace vis-à-vis de l'adversaire, l'utilisation grossière de faits secondaires pour justifier la politique de guerre des différents Etats.

Pour comprendre ce que représentent réellement les dernières "négociations" amées sur l'occupation du Liban, il faut les replacer dans l'évolution générale des tensions entre les grandes puissances depuis les années 70.

Avec les débuts du ressurgissement d'une crise ouverte, l'intensification des tensions impérialistes s'est faite au profit de l'économie la plus forte, celle du bloc occidental : c'est d'abord sur le front oriental que l'URSS s'est trouvée encerclée sur des kilomètres et des kilomètres de frontières, avec le passage de l'Inde et de la Chine sous la tutelle occidentale. La guerre du Vietnam a signifié cela : depuis le retrait américain du Vietnam, qui a été pour une bonne part un marchandage pour se concilier la Chine, c'est sur le Moyen-Orient que se sont concentrés l'essentiel des conflits : le Moyen-Orient est le plus gros importateur d'armes du monde (32% du total des ventes d'armes, plus que les

pays industrialisés, qui totalisent 31%). Zone stratégique essentielle, source à pétrole aux portes de l'Europe, c'est le contrôle de l'Europe qui est déjà visé au Moyen-Orient. Plus les antagonismes se creusent, plus le besoin de débouchés devient urgent, et plus c'est vers les grands centres industriels que l'accumulation des contradictions économiques portent les appétits impérialistes :

"Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le continent européen n'a pas été le théâtre de conflits armés majeurs. La plupart des analystes attribuent la persistance de cet état de paix à l'équilibre des forces qui s'est établi entre l'Est et l'Ouest à l'époque de la guerre froide.

Mais ils constatent également que la forte concentration de moyens militaires dans la zone de contact entre les deux mondes et la poursuite de la compétition militaire comportent des risques considérables."

(Rapport annuel de l'institut français des relations internationales).

C'est pour ces raisons que c'est dans cette zone du Moyen-Orient que les USA ont concentré leurs efforts, faisant perdre à l'URSS les positions durement acquises pendant 20 ans.

C'est d'abord le passage de l'Egypte dans le camp américain après la guerre israélo-égyptienne de 1973. Une fois le front égyptien neutralisé, avec le retrait d'Israël du Sinaï, c'est vers le Nord (Syrie, Irak) que l'offensive s'est poursuivie. Ces pays sont devenus progressivement plus dépendants du soutien du bloc de l'Ouest, par Etats Arabes interposés (Arabie Saoudite, EAU) ne laissant à l'URSS plus aucun bastion sûr dans la région.

Profitant de la situation de faiblesse créée par l'effondrement du bastion militaire occidental de l'Iran, plongé dans une instabilité irrécupérable, l'URSS avait alors tenté et réussi une percée en Afghanistan, en 80, qu'elle maintient depuis trois ans au prix d'une guerre coûteuse, et, avec les plus grandes difficultés, à faire "marcher" son armée (les échos de désertion sont légion). Pour contrer cette percée, le bloc occidental avait alors réagi sur deux fronts :

- en entretenant une guerre entre l'Irak et l'Iran (qui doit, comme le

dit son financier, l'Arabie Saoudite, "gagner un peu mais pas trop pour ne pas prendre trop d'autonomie"). Dans cette guerre qui paralyse l'Iran, dont l'instabilité pouvait devenir inquiétante, l'Irak est principalement armé par les pions américains : EAU, Arabie Saoudite, Koweït;

- en éliminant les dernières influences russes au Liban pour y installer directement des forces militaires occidentales (françaises, italiennes et américaines) et en faire une base de l'Ouest.

L'URSS est sortie de la dernière guerre du Liban considérablement affaiblie, et discréditée aux yeux de tous les pays sous sa tutelle : lors des combats aériens, 83 avions syriens (production russe) avaient été abattus, contre 0 avion israélien... de quoi faire réfléchir tout Etat dépendant du soutien russe.

Face à cette situation, l'URSS ne pouvait pas ne pas réagir, contre un danger de perdre davantage ses positions après la démonstration de force du matériel américain ; c'est pourquoi, depuis six mois, elle a mis tous ses efforts pour réarmer la Syrie : 1500 techniciens de plus, remplacement des avions vieillissants, intégration du système de défense terre-air au système de défense du pacte de Varsovie. C'est aussi pourquoi aujourd'hui la Syrie essaie de faire monter les enchères au Liban, par toute une série de déclarations de "fermeté" : "Jusqu'à une date récente, Mr. Reagan avait un motif supplémentaire de satisfaction : la quasi disparition des soviétiques. Ils s'étaient comme volatilisés de la région depuis les piètres performances de leur matériel militaire dans les

la solution capitaliste à la crise

Il faut être naïf ou mystificateur pour ne mettre en avant qu'une lutte de "palestiniens" ou d'un "courant islamique" au Moyen-Orient. Ce qui s'y joue est à un autre niveau. "Il y a un lien direct entre l'approfondissement de la crise économique mondiale et les affrontements entre blocs impérialistes. Pour le capital, il n'y a qu'une "issue" à sa crise historique : la guerre impérialiste mondiale. Plus vite les palliatifs révèlent leur impuissance, plus délibérément chaque bloc impérialiste doit se préparer à un partage violent du marché mondial."

(Revue internationale n°26, Rapport du 4ème Congrès du CCI).

Du point de vue de la gravité de la crise actuelle, du point de vue des forces militaires en présence, les conditions d'une guerre mondiale existent déjà. Sans arracher de marchés suffisants à l'autre bloc, chaque partie est condamnée à l'asphyxie. Si les Etats n'ont pas fait aboutir la logique infernale d'une généralisation des conflits, c'est qu'ils ne sont pas en mesure d'imposer une guerre mondiale au prolétariat des grands centres industriels, ni à l'Est, ni à l'Ouest. S'ils hésitent devant une confrontation plus directe au Moyen-Orient même, c'est que, comme on l'a vu avec l'intervention de forces militaires

affrontements syro-israéliens et la défaite des palestiniens au Liban. Mais ils ont refait surface en Syrie." ("Le Monde" du 10 mai 1983).

Cette réaction n'empêche cependant pas la tendance générale au renforcement des positions américaines. Ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est surtout à une OFFENSIVE du bloc occidental :

- qui accroît la pression sur toutes les zones éloignées du territoire russe où l'URSS maintient difficilement une influence : Angola, Mozambique, Asie du Sud-Est (le dernier voyage de Mitterrand en Chine et les pourparlers avec le Cambodge en sont témoins);

- qui met au pas l'Iran avec l'expulsion de tous les diplomates russes et l'emprisonnement de 1000 dirigeants du PC pro-soviétique "déclarant publiquement trahir au profit de l'URSS". Il faut dire que dans le même temps, l'Arabie Saoudite commence à limiter un financement de l'Irak lourd à supporter;

- qui met en demeure la Syrie d'évacuer le Liban au profit de l'occupation des unités occidentales, sous couvert de "retrait d'Israël". Il faut dire que l'armée israélienne donnait de sérieux signes de fatigue dans l'occupation du Liban.

Cet affaiblissement du bloc russe, malgré ses tentatives, n'est en aucun cas un élément rassurant; la situation ne peut pas simplement évoluer ainsi vers le renforcement d'un bloc au détriment de l'autre, jusqu'à ce que celui-ci soit exsangue. La situation actuelle est lourde de tension. Il ne peut y avoir de statu quo entre l'URSS et les USA, mais une guerre à mort.

européennes au Liban, non seulement une guerre aujourd'hui mettrait les deux puissances plus directement sur le terrain, mais aussi impliquerait beaucoup plus l'Europe. Et sur ce plan, les yeux sont tournés vers la situation sociale en Europe et les dangers qu'elle recèle pour la bourgeoisie.

Si on assiste aujourd'hui à une agitation plus fébrile dans le domaine impérialiste, c'est que le relatif reflux de la lutte de classe dans les pays occidentaux depuis la Pologne-80 laisse en partie les mains libres aux dirigeants. Cette agitation souligne que malgré la difficulté à justifier les sacrifices imposés, malgré le poids que constitue l'armement sur l'économie, les Etats n'ont d'autre choix que d'entretenir la concurrence de leur armement et leurs positions stratégiques. Il est vain de compter sur un "capitalisme pacifique". La tendance à la guerre ne peut être enrayerée que par le refus des prolétaires de subir les conditions imposées par cette logique infernale. Elle ne disparaîtra qu'avec le renversement de tous les Etats impérialistes, grands et petits.

D.N.

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévocable pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttres de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétaire après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.